

**Sujet :** [INTERNET] dossier SARL Warembourg

**De :** pierre brame <brame.pierre@orange.fr>

**Date :** 05/10/2020 11:51

**Pour :** pref-installations-classees@nord.gouv.fr

Monsieur le Préfet

Je vous prie de trouver en pièce jointe ma participation à l'enquête publique concernant l'installation d'un élevage industriel de poulets à La Croix du Bac, commune de Steenwerck.

Vous en souhaitant bonne réception, veuillez croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Pierre Brame

—Pièces jointes :—

---

enquête.pdf

1,2 Mo

Je suis né il y a 70 ans à Steenwerck, plus précisément à La Croix du Bac où mes parents étaient agriculteurs. Après quelques années passées dans la métropole lilloise, j'y suis revenu, j'ai acheté une ancienne ferme où j'habite depuis 40 ans. Pourquoi Steenwerck ? Pas seulement pour y retrouver mes souvenirs d'enfance mais parce qu'il y fait bon vivre. Steenwerck jouit d'une très bonne réputation et bon nombre de personnes extérieures à la commune nous en parlent avec envie. La population augmente lentement mais de façon constante car l'urbanisme y est raisonné et réfléchi. La municipalité actuelle a fait de la préservation de l'environnement et du cadre de vie une priorité qui se traduit dans les faits en créant par exemple des zones naturelles protégées. Le hameau de La Croix du Bac, où vivent environ 400 personnes, est particulièrement dynamique autour de sa médiathèque qui organise tout au long de l'année expositions, spectacles de chansons, de contes, ducas, ateliers de découverte de la nature. L'école du hameau, école du Tilleul, accueille cette année 68 élèves.

J'ai appris avec stupeur et incrédulité le projet démesuré de monsieur Benoît Warembourg : un élevage de 800 000 poulets par an sur une surface de 5728 m<sup>2</sup>, situé à proximité du centre du hameau. À une époque où on valorise de plus en plus une agriculture biologique, respectueuse de l'environnement, on ne peut que s'opposer à ce type d'élevage qui va à l'encontre de toutes les préconisations actuelles : un exemple parmi d'autres, les gaz à effets de serre. Tous les jours, ou presque, on entend dans les médias qu'il faut lutter contre ces GES. En lisant le projet de Monsieur Warembourg, on découvre que les émissions de ces gaz vont augmenter de 373 tonnes par an (page 15), soit une **augmentation de 560 %** par rapport à l'existant ; même si des mesures seront prises pour limiter ces émissions, il est impossible de chiffrer à l'avance l'augmentation réelle et il n'est pas sûr que l'isolation des bâtiments, ou l'utilisation de led permettent une réduction significative de cette augmentation. Les inquiétudes et les craintes liées à ce type d'élevage dépassent largement les Steenwerckois, elles préoccupent également nos représentants aux deux Chambres ; en effet, on peut lire sur le site du Sénat, en date du 21 janvier 2020 : « **L'urgence éthique, climatique, environnementale, sanitaire et sociale impose d'engager notre pays dans une transition agricole et alimentaire. Nous devons nous orienter rapidement vers un élevage de proximité plus durable, sain, respectueux de l'environnement, des consommateurs ainsi que des animaux** ». Un groupe de députés a présenté à l'Assemblée Nationale le 25 août 2020 une proposition de loi qui prévoit que « **dans un premier temps est interdite la construction de tout nouveau bâtiment d'élevage n'offrant pas aux animaux un accès au plein air adapté à leurs besoins ; [cela] n'est plus acceptable** », peut-on lire dans l'article 5 de l'exposé des motifs ; ce projet sera débattu le 8 octobre 2020, soit le lendemain de la date limite de l'enquête publique. La situation que nous vivons actuellement, avec la pandémie causée par le Coronavirus, ajoute une inquiétude supplémentaire ; on peut lire sur le site du quotidien de l'écologie Reporterre « **Ce**

développement des pandémies déclenchées par des zoonoses s'accélère notamment à cause de la multiplication des élevages industriels, qui facilitent les contacts entre animaux et humains : « Parce que les élevages fortement concentrés ont tendance à rassembler d'importants groupes d'animaux sur une surface réduite, ils facilitent la transmission et le mélange des virus », précise Jacques Caplat, dans *L'Agriculture biologique pour nourrir l'humanité* ».

On le voit, ce projet dépasse les enjeux locaux, c'est un problème de santé publique, de vie sociale qui interroge aussi les modèles de production et de consommation. Les agriculteurs se plaignent de la méfiance que nombre de nos concitoyens ressentent vis à vis de leurs pratiques, on parle même d'« agribashing ». Le projet de Monsieur Warembourg ne va certainement pas réduire cette méfiance ; de plus, il risque de provoquer des tensions au sein de la commune.

Il faut maintenant s'intéresser au projet lui-même, l'étudier pour en voir les effets négatifs, les nuisances et les risques potentiels. En premier lieu, l'impact lié au transport. On a beau examiner de près les divers plans qui figurent dans les annexes 3 et 6, il est impossible de savoir quel parcours vont suivre les camions pour apporter la nourriture, les poussins et venir les rechercher sept semaines plus tard. Le dossier sur ce sujet reste très évasif, il y est question de « stabilisation », mais sans aucune précision ; on peut y lire également que « deux accès sont aménagés depuis les 2 rues et donnent accès aux bâtiments d'exploitation » (page 63), mais ces accès n'apparaissent sur aucun plan.



Le dossier affirme également que les routes empruntées par les poids lourds « sont aptes à supporter les charges nécessaires à l'exploitation du site ». Il suffit de se rendre sur les lieux, d'observer l'état actuel de la rue des Foulons pour en être moins convaincu. Actuellement, le trafic sur cette rue est très réduit : véhicules personnels des riverains, engins agricoles, mais qu'en sera-t-

il quand « la circulation des camions et tracteurs liée au site d'exploitation sera fortement augmentée après réalisation du projet, soit 344 poids lourds en plus par an » (page 145) ?



Rue des Foulons  
état actuel

Intersection rue des Foulons  
et D 122



Mais là n'est pas le seul problème : on peut lire également dans le dossier : « La route départementale qui mène au site est assez fréquentée. Il existe des risques potentiels d'accident liés au trafic extérieur » (page 187) ; la route est suffisamment fréquentée pour que le maire y ait fait installer des feux tricolores pour contrôler et ralentir le trafic ; les risques sont en outre accrus par la nécessité pour les poids lourds venant de l'A25 de traverser la route pour emprunter la rue des Foulons. Le problème des

transports n'est donc pas négligeable et mérite d'être considéré sérieusement. On pourrait également évoquer la pollution liée aux très nombreuses rotations de camions entre la Belgique et Steenwerck, à une époque où le transport par camion est fortement remis en question.

Autre nuisance à analyser : les nuisances olfactives. « En conclusion, vu le mode de gestion des effluents, vu la distance aux tiers dans le sens des vents dominants et vues les mesures prises par l'exploitant pour diminuer les nuisances olfactives, les émissions d'odeurs n'impacteront pas les riverains » affirme l'étude (page 139). Est-ce que se trouver à 160 mètres du site sous les vents dominants réduit la gêne liée aux odeurs ? J'habite à 230 mètres d'une porcherie équipée d'une ventilation et je puis assurer que, en cas de vents de sud-ouest, comme cela se produit assez souvent, il est hors de question d'ouvrir les fenêtres et d'aérer son habitation car « ça sent le cochon ! ». Or, quand on sait que les odeurs provenant des élevages de volailles sont beaucoup plus âcres, agressives, nauséabondes, écœurantes que celles d'un élevage de porcs, on imagine facilement que le seul moyen pour ce riverain de la rue des Foulons d'échapper à cette nuisance sera de partir sans espoir de vendre son bien. Notons également que le dossier ne parle que des vents dominants, vents d'ouest donc, ce qui n'est pas un critère suffisant car les vents tournent facilement.

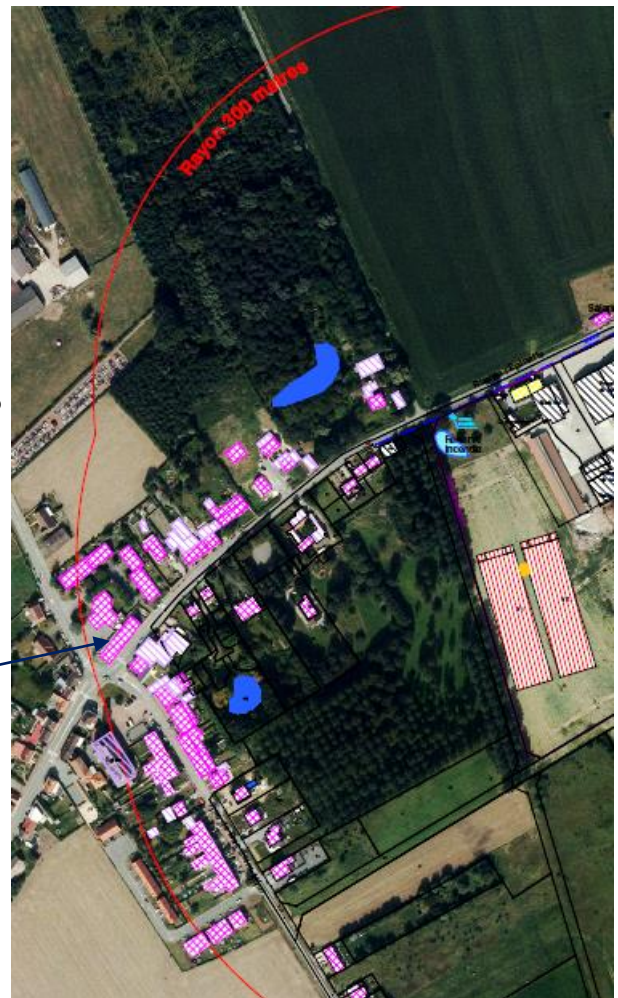
Un dernier mot sur la rue des Foulons ; elle se trouve sur le parcours d'un sentier de randonnée, le circuit au bord de la Lys. Voici ce qu'en dit le site Wikipédia : « *5 km pour découvrir la faune et la flore. Au départ de la rue de Pype, afin de rejoindre les berges de la Lys pour revenir vers le hameau de la Croix du Bac. Le long du cours d'eau, une flore particulière aux zones humides se révèle : aubépine, bardane, camomille, églantier, frêne, houblon, orme, prunellier, reine-des-prés, sureau noir. De plus le promeneur peut découvrir des libellules, des salamandres ou des grenouilles.* » Si le projet se réalise il y a fort à parier que ce sentier sera délaissé par les amateurs de faune et de flore sauvage, contraints de passer devant ces deux immenses constructions et d'en supporter les nuisances. Même s'il est prévu de planter un rideau d'arbres, il faudra attendre quelques années avant qu'ils remplissent leur rôle d'écran et qu'ils les dissimulent aux randonneurs.

S'agissant des autres pollutions susceptibles de nuire à la santé des habitants du hameau, problèmes respiratoires notamment, à savoir l'ammoniac (NH<sub>3</sub>) et les particules fines et poussières (PM<sub>10</sub>), l'exploitant se fend d'une déclaration d'intention, louable certes, « *l'éleveur se doit d'être vigilant et doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter la pollution du milieu naturel* » (page 124) mais démentie par les chiffres cités page 42 : en effet, **les émissions d'ammoniac vont augmenter de 1100 %, et celles des PM<sub>10</sub> de 810 %**, ce qui est, à l'évidence considérable. Des comparaisons faites d'après les normes en vigueur concluent à un respect de ces normes, en s'appuyant sur des mesures qui seront prises pour réduire ces émissions, telles que « des



améliorateurs de digestibilité », des « matières premières huileuses (huile de soja) intégrées à l'alimentation », et un « système de brumisation » utilisé pour réduire les poussières. Outre que ces normes sont susceptibles d'évoluer dans le contexte actuel, deux remarques s'imposent : les études faites et les comparaisons ne sont que des projections, des anticipations et rien ne permet de dire qu'elles seront vérifiées dans les faits ; et on peut légitimement s'interroger sur l'efficacité réelle des mesures prises pour limiter les émissions d'effluents nocifs pour la santé, ce que confirme implicitement l'étude en indiquant ( page 155) qu' « Il est difficile de trouver des études bibliographiques et expérimentations, portant sur les concentrations en ammoniac à proximité d'élevages avicoles donnés, dans le Nord de la France. Des études sont en cours à l'INRA de Rennes, mais non encore publiées ».

Le dossier, s'appuyant sur une étude faite en 1998 par des chercheurs anglais, limite la zone d'exposition à l'ammoniac entre 200 et 300 mètres autour des bâtiments d'exploitation ; est-ce un hasard si la distance calculée entre l'exploitation et l'école est de 332 mètres, l'excluant ainsi de la zone, même s'il paraît évident que les effluents ne s'arrêtent pas brutalement à une distance donnée ? Observons attentivement le plan qui figure dans l'annexe3 : en rouge on a tracé une figure géométrique qu'on peut difficilement appeler un cercle ; pourtant une indication précise que cette figure a un rayon de 300 mètres [comment mesurer un rayon dans une figure qui n'a pas de centre ?] et l'école est à l'intérieur de cette figure, donc à moins de 300 mètres : elle est donc concernée par l'exposition à l'ammoniac.



Pour valoriser son projet auprès de la population, monsieur Warembourg mentionne une série de retombées positives qui bénéficieront à la collectivité ; parmi celles-ci, on trouve « image du territoire ». Peut-on sérieusement penser qu'un projet d'élevage industriel de cette taille va positiver l'image du territoire ? On peut craindre au contraire qu'il la dévalorise fortement,

empêchant tout développement futur du hameau, dissuadant ceux qui avaient pensé s'y installer, et même faisant fuir certains qui y vivaient déjà, craignant pour leur santé et celle de leurs enfants. *« En cas de mise en œuvre du projet, la filière agricole locale et certains commerces et services seront sollicités pour l'approvisionnement du site d'exploitation et la vente des produits, favorisant leur évolution économique de manière positive. »* peut-on lire page 42. Mais quels produits les commerces locaux et la filière agricole locale pourront-ils fournir à cet élevage puisque *« les exploitants ont un contrat pour la vente des poulets et pour l'achat des aliments avec la société Leievoeders qui fixe les coûts et prix d'achat : coût d'achat des poussins, coût d'achat de l'aliment concentré et prix de vente des poulets de chair »* (page 33) ; tout ce qui concerne l'élevage des poulets sera acheté ou vendu à Waregem, en Belgique, à une soixantaine de kilomètres de Steenwerck.

Une question se pose enfin : pourquoi un tel projet ? A cette question, monsieur Warembourg présente deux raisons.

En premier lieu, il souhaite pérenniser son exploitation ; suite à l'incendie de 2018, il veut remettre un projet sur pied. Très bien ! Il se trouvait devant un choix. Il dispose d'un terrain de 5600m<sup>2</sup> ou même plus. Il aurait pu comme de plus en plus d'agriculteurs, jeunes ou moins jeunes, innover, choisir une nouvelle voie, se montrer audacieux et mettre en place de nouvelles pratiques pour promouvoir un produit de qualité . Au lieu de quoi il pérennise, dans des proportions démesurées qu'on pourrait qualifier de mégalomaniaques, un modèle de production de plus en plus décrié, rejeté par une majorité de Français, et qui sera sans doute interdit dans un délai plus ou moins proche. Ce qu'il cherche, c'est la rentabilité et améliorer les résultats économiques au mépris de la qualité, du respect de l'environnement, des conditions de vie des animaux et même de ses concitoyens. Il souhaite être « compétitif » : il le sera certainement car ses poulets seront moins chers à nourrir, mais ils n'auront certainement pas un label de qualité. Son exploitation a dégagé en 2019 un EBE (excédent brut d'exploitation) de 241 685.70 euros en 2019. Quel agriculteur de Steenwerck peut en dire autant ? *« Au vu de l'investissement nécessaire, les performances de l'élevage de la SARL WAREMBOURG ETFILS devront être supérieures à celles du groupe de base, pour conserver la rentabilité de l'activité volaille »* (page 33). Son projet obéit à une logique industrielle : plus on investit, plus il faut que cela rapporte. On est loin « du maintien de l'emploi des exploitants agricoles » (page 119).

La seconde raison est la possibilité pour madame Warembourg de s'installer sur l'exploitation ; pour cela, elle a suivi une formation d'une journée, formation obligatoire, rappelons-le. Ce nouvel emploi justifie –t-il un tel projet, qui nécessite un emprunt de plus d'un million d'euros ?

Ce projet nécessite donc une étude approfondie où tous les éléments sont pris en compte et soigneusement analysés, de façon objective et précise. « L'étude de dangers conclut à des risques moindres et intermédiaires. Les mesures mises en place permettent de les limiter au maximum. Le niveau de risques est acceptable. » (page 204). Telle est la conclusion du dossier. 239 pages pour en arriver là ! Peut-on se satisfaire de termes aussi vagues, subjectifs que « risques moindres » « niveau acceptable ». Acceptable pour qui et sur quels critères ? Et que signifie « des risques intermédiaires » ? On le voit, la lecture du dossier pose plus de questions qu'elle ne donne de réponses, inquiète plus qu'elle ne rassure.

Pierre Brame

Steenwerck